

Unité départementale du Rhône
5 place Jules Ferry
69006 Lyon

Lyon, le 28/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

APPIA LIANTS EMULSIONS

8 RUE DU DAUPHINE
CS74005
69960 CORBAS

Références :P4S-22-59

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/03/2022 dans l'établissement APPIA LIANTS EMULSIONS implanté 8 RUE DU DAUPHINE CS74005 69960 CORBAS . L'inspection a été annoncée le 24/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection rentre dans l'action régionale sur les moyens de lutte contre l'incendie de mars 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- APPIA LIANTS EMULSIONS
- 8 RUE DU DAUPHINE CS74005 69960 CORBAS
- Code AIOT dans GUN : 0006103954
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Créé dans les années 1970 par la société GERLAND Routes, le site objet de l'inspection est exploité depuis 2001 par la société APPIA LIANTS EMULSIONS (ALE) rattachée au groupe EIFFAGE. La société est spécialisée dans la fabrication et le stockage de matières bitumineuses (bétons bitumineux, liants et émulsions) essentiellement utilisés en technique routière.

En 2006, l'activité de fabrication du site de Corbas a été transférée sur le site de Collonges-au-Mont-d'Or. Le site de Corbas est depuis un dépôt et bénéficie d'une autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement délivrée par le préfet du Rhône le 14/10/1987 et modifiée en dernier lieu le 28/11/2017.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- moyens de lutte contre l'incendie
- état des stocks vis à vis de l'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes pourront faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Bassin de confinement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6.	/	Susceptible de suites

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
État des matières stockées – Cas général	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46	/	Sans objet
Matériel de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 14/10/1987, article 6.1.3.	/	Sans objet
Consignes	Arrêté Préfectoral du 14/10/1987, article 6.1.4.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les moyens de lutttes internes contre l'incendie sur site ne sont constitués que d'extincteurs à poudre et de sable. En cas d'incendie, la question du refroidissement des cuves non touchées par l'incendie et des ateliers se pose lors d'une intervention des services de secours et d'incendie.

L'exploitant indiquera à l'inspection la procédure à suivre en cas de départ de feu sur le site.

Si besoin, dans un délai de 12 mois, l'exploitant réalisera un dispositif de confinement des eaux d'incendie en conformité avec le document technique D9 - « GUIDE PRATIQUE d'appui au dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie ».

Par ailleurs, l'exploitant s'assurera de la présence d'une pelle par bac de sable ainsi que la réalisation de l'enrobé. Il transmettra à l'inspection une preuve sous 1 mois (photos par exemple).

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : État des matières stockées – Cas général

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant présente son état des stocks, donné par le logiciel « Inedit ». Il est disponible en ligne depuis n'importe quel terminal situé hors de l'installation de stockage (i.e. il serait disponible en cas d'incendie). L'état des stocks est réalisé à chaque stockage/destockage. Par conséquent, l'état des stocks, daté de fin février présenté correspond bien à la réalité le jour de la visite. L'état des stocks montre par exemple un stockage de bitume en quantité importante (environ 1100 tonnes), qui est conforme à l'autorisation mais qui serait exceptionnel d'après l'exploitant. Ce stockage de bitume, non réchauffé (donc figé) correspond à un stockage sur plusieurs mois sans reprise. Les fiches de donnée et de sécurité sont bien également à disposition en cas de besoin (les risques sont toujours les mêmes quels que soient les produits, selon leur « formulation » ou taux en bitume).
Observation : Il conviendra d'assurer la disponibilité d'un opérateur à tout moment ayant les accès au logiciel "Inedit" et en capacité d'éditer le stock à l'instant T.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Matériel de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/1987, article 6.1.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'établissement devra disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au moins : <ul style="list-style-type: none">- d'extincteurs à eau pulvérisée de type 21 A ou équivalent à raison d'un appareil pour 250m² couverts (minimum 2 appareils par atelier, magasin, entrepôt, etc.)- d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques.- d'extincteurs à poudre (ou équivalent) de type 55B près des installations de stockage et d'utilisation de liquides et gaz inflammables. Les extincteurs seront placés en des endroits signalés et parfaitement accessibles.
Constats : Seuls des extincteurs à poudre sont utilisés, afin de lutter contre l'incendie des produits bitumeux. En effet, on n'utilise pas d'eau sur un incendie de bitume qui pourrait provoquer des projections. L'inspection constate que le jour de la visite, la position des extincteurs n'est souvent pas conforme au plan de défense incendie tel qu'affiché à l'entrée du site, car il ont été déplacés. L'exploitant indique que cela est dû aux travaux en cours : réfection de l'enrobé et mise en place d'un obturateur à l'amont du séparateur à hydrocarbure, en lien avec la protection de l'environnement en cas de fuite éventuelle. L'inspection constate également que les bacs à sable, premier moyen de lutte contre les fuites ou l'incendie, sont dépourvus des pelles qui seraient nécessaires à leur manipulation. L'inspection constate également que le terrain n'est, pour une grande part, plus imperméabilisé par enrobé. Celui-ci a été retiré et est destiné à être remplacé par un nouvel enrobé dans les jours qui viennent (10 jours d'après l'exploitant). La cour est visiblement préparée pour recevoir cette couche d'enrobé rapidement. Cette réfection d'enrobé est en lien avec le fait que des travaux sont en cours sur le système d'assainissement. L'exploitant n'a pas prévu de renforcement des moyens de prévention contre l'incendie durant cette période de vulnérabilité du sol vis à vis des infiltrations potentielles d'émulsion bitumeuse du fait de la période courte de travaux (mois d'un mois). Le risque d'incendie est minimisé sur les cuves contenant du bitume par le fait que le système de chauffage n'est pas actif (voir constat sur l'état des stocks) . Un stockage de moins de 200 palettes est constaté en limite nord du site, jouxtant un autre stock de palette constitué par l'établissement voisin. Ces palettes sont à plus de 20m des cuves contenant du bitume ou des émulsions.
Observations : L'exploitant s'assurera de la présence d'une pelle par bac de sable ainsi que la réalisation de l'enrobé. Il transmettra à l'inspection une preuve sous 1 mois (photos par exemple)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Consignes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/1987, article 6.1.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Des consignes écrites seront établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention et de lutte contre l'incendie, pour l'évacuation du personnel et pour l'appel aux moyens extérieurs de défense contre l'incendie.
Constats : Un panneau de grande taille montrant le plan du site avec l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie est disposé à l'entrée du site. Un point de rassemblement est prévu ainsi que l'emplacement des extincteurs et du point de rassemblement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6.
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations comportant [...] des stockages de substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé [hydrocarbures] en quantité supérieure à 200 tonnes sont équipées d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Ce bassin ou le dispositif équivalent mentionné ci-dessus est dimensionné pour pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.</p> <p>[...]</p> <p>Le volume de ce bassin ou de ce dispositif équivalent est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m³/tonne de produits visés au premier alinéa de cet article et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.</p> <p>Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin ou de ce dispositif équivalent sont disposés pour pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p>
<p>Constats : Des bacs de rétention permettent de recueillir les contenus des cuves aériennes, en cas de fuite. Néanmoins, ils ne sont pas dimensionnés pour recueillir les éventuelles eaux de lutte contre l'incendie. Il n'existe aucun bassin de confinement des eaux de lutte contre l'incendie. Le site n'est pas non plus conçu pour constituer une zone de confinement des eaux d'incendie. Par conséquent, l'installation ne respecte pas l'arrêté ministériel de 2010.</p> <p>Un poteau d'incendie appartenant au réseau public est présent devant l'entrée général de Eiffage, société mère de Appia Liants Emulsions. Ce poteau serait utilisé par le SDIS en cas d'incendie sur l'installation d'APPIA Liants Emulsions.</p> <p>L'arrosage des incendies sur bitume serait à bannir, selon l'exploitant. C'est la raison pour laquelle les moyens de lutte internes contre l'incendie sur site ne sont constitués que d'extincteurs à poudre et de sable. Toutefois, l'inspection considère que la question du refroidissement des cuves non touchées par l'incendie et des ateliers se pose lors d'une intervention des services de secours et d'incendie.</p>
Type de suites proposées : susceptible de suites
<p>Proposition de suites :</p> <p>Demande : L'exploitant indiquera sous 1 mois, à l'inspection, la procédure à suivre en cas de départ de feu sur le site et en particulier il précisera si le refroidissement des cuves est nécessaire. Au regard des éléments de scénarios concernant la gestion d'un incendie, il fournira le volume d'eau nécessaire pour gérer l'incendie et le volume de rétention associé.</p> <p>Dans le cas où il est confirmé la nécessité d'arroser le site pour tout ou partie, dans un délai de 12 mois, l'exploitant réalisera un dispositif de confinement des eaux d'incendie en conformité avec le document technique D9 - « GUIDE PRATIQUE d'appui au dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie ».</p>